



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/1996/79
28 juin 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1996
New York, 24 juin-26 juillet 1996
Point 1 de l'ordre du jour

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET AUTRES QUESTIONS D'ORGANISATION

Nomination de trois membres du Conseil d'administration
de l'Institut international de recherche et de formation
pour la promotion de la femme

Note du Secrétaire général

1. Le 30 avril 1996, le Secrétaire général a adressé à tous les États Membres une note verbale les informant que le Conseil économique et social devrait, à la reprise de sa session d'organisation pour 1996, nommer trois candidats appelés à siéger au Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, lorsque le mandat de trois de ses membres viendrait à expiration le 30 juin 1996. Dans cette note, le Secrétaire général demandait aux gouvernements de présenter les noms et curriculum vitae de leurs candidats le 31 mai 1996 au plus tard.

2. Conformément aux dispositions du statut de l'Institut, le Conseil d'administration se compose de 11 membres, désignés par les États et nommés par le Conseil économique et social, compte dûment tenu du fait que l'Institut et ses activités sont financés au moyen de contributions volontaires et qu'il convient de respecter le principe d'une répartition équitable. Les membres du Conseil siègent à titre individuel pour une durée de trois ans à compter de la date de leur nomination. Ils peuvent être reconduits dans leurs fonctions par le Conseil pour un second mandat. La composition actuelle du Conseil est indiquée à l'annexe I ci-après.

3. À sa première session ordinaire de 1983, le Conseil économique et social a décidé, sur la proposition du Président, de maintenir l'équilibre géographique de facto du Conseil d'administration, sans préjuger des décisions qu'il pourrait vouloir prendre ultérieurement quant à la composition et la répartition des sièges de cet organe (voir E/1983/SR.13). En conséquence, il faudrait, pour maintenir l'équilibre géographique existant, nommer aux postes qui deviendront vacants un membre de chacun des trois groupes régionaux concernés.

4. Les candidates énumérées ci-après ont été désignées par leurs gouvernements respectifs en réponse à la note verbale du Secrétaire général (on trouvera leur notice biographique à l'annexe II ci-après).

États d'Afrique

Noëlie Kangoye (Burkina Faso)

États d'Asie

Hiam Omar Kalimat Tuguz (Jordanie)

Mona Chemali Khalaf (Liban)

Prabha Basnet (Népal)

Tahera Aftab (née Azmat) (Pakistan)

États d'Europe occidentale et autres États

Maria Jonas (Autriche)

Annexe I

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE
ET DE FORMATION POUR LA PROMOTION DE LA FEMME

Composition à partir du 1er juillet 1995

	<u>Mandat venant à expiration</u> <u>le 30 juin</u>
Selma Acuner (Turquie)	1997
Ihsan Abdalla Algabshawi (Soudan)	1998
Esther Maria Ashton (Bolivie)	1998
Fatima Benslimane Hassar (Maroc)	1997
Noëlie Kangoye (Burkina Faso)	1996
Amara Pongsapich (Thaïlande)	1996
Els Postel-Coster (Pays-Bas)	1998
Pilar Escario Rodríguez-Spiteri (Espagne)	1996
Gail Saunders (Bahamas)	1997
Renata Siemienska-Zochowska (Pologne)	1997
Soedarsono (Indonésie)	1997

Annexe II

NOTICES BIOGRAPHIQUES

Noëlie Nitiema Kangoye (Burkina Faso). Secrétaire générale, Ministère de l'action sociale et de la famille. Coordonne les services administratifs et techniques à tous les niveaux, favorise les relations avec les départements ministériels, le Secrétaire général du Gouvernement, le Conseil des ministres et les institutions nationales. S'occupe de tous les dossiers qui lui sont confiés par le Cabinet du Ministre. Ancienne Directrice du Centre de recherche pour le développement social de Ouagadougou (Ministère de la santé, de la protection sociale et de la famille), interlocuteur officiel de l'INSTRAW au Burkina Faso. Possède une vaste expérience en matière de sensibilisation du personnel et de divers groupes au niveau local aux questions d'équité entre les sexes. A bonne connaissance pratique dans les domaines de la formulation, de la coordination et de l'évaluation des programmes de formation à l'intention du personnel de projet. A occupé plusieurs postes officiels dans le domaine social - condition de la femme, santé, famille, formation de personnels administratifs. A participé à de nombreuses conférences internationales concernant l'éducation, les handicapés, l'agriculture, les femmes et la santé. Est membre du Conseil d'administration de l'École nationale des services sociaux et des comités nationaux des finances et des villages d'enfants.

Hiam Omar Kalimat Tuguz (Jordanie). Directrice du secrétariat général du Comité national jordanien pour les femmes depuis 1993. A participé à l'élaboration de la Stratégie nationale pour les femmes et a contribué aux travaux du Comité consultatif pour la participation des femmes au programme de développement; à ceux de l'équipe technique chargée de définir les priorités du plan d'action jordanien et à ceux du Comité préparatoire jordanien de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. En tant que membre de l'équipe technique chargée d'établir le Rapport national pour la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, a examiné en particulier les questions relatives à l'inégalité d'accès à l'éducation, à la santé et à l'emploi, et aux effets des conflits armés sur les femmes; a également été membre du comité de rédaction du Rapport national. Titulaire de plusieurs diplômes d'études supérieures dans les domaines suivants : planification urbaine et régionale, éducation spécialisée et éducation et psychologie. A travaillé pour le Queen Alia Fund for Social Development (QAF). En tant que coordonnatrice de l'Association arabe pour la participation des femmes au développement (AWAD), est chargée de la planification globale et de l'exécution des activités du Secrétariat général, administratives et budgétaires en particulier, concernant à la fois l'Association et le Comité national jordanien pour les femmes. Est membre de la Commission nationale de la population depuis mars 1995. A occupé divers postes au Ministère de la planification. A supervisé les activités de développement social et l'exécution de projets à l'intention des femmes dans le cadre du plan quinquennal et dirigé la Division des accords et programmes culturels chargée de la mise en oeuvre des programmes avec d'autres pays arabes et étrangers. A exercé diverses fonctions à la mairie d'Amman et au Ministère du travail. Possède une vaste expérience des sujets suivants : droits des travailleuses, emploi, planification en fonction du sexe, hauts fonctionnaires, analyse des éléments des taux de croissance et applications informatiques, autonomie des femmes, gestion des petites entreprises, planification, organisation des carrières des femmes-cadres et rôle des femmes dans les coopératives de l'ex-Union soviétique. A participé à de nombreux séminaires et conférences

arabes et internationaux et est membres de plusieurs associations professionnelles spécialisées dans divers domaines. A publié plusieurs études sur la condition de la femme, la planification régionale et la prévention de l'abus des drogues.

Mona Chemali Khalaf (Liban). A été assistante de recherche à l'École de hautes études commerciales de l'Université américaine de Beyrouth où elle est actuellement chargée de cours (économie). A exercé d'autres fonctions importantes à l'Institut d'études sur les femmes dans le monde arabe, au Centre libanais d'études politiques et au Centre de recherche et de documentation économiques, financières et sociales. A enseigné au Collège universitaire de Beyrouth et a été assistante de recherches en économie à l'Université américaine de cette ville. Poursuit actuellement des travaux de recherche dans les domaines comme les femmes et l'emploi au Liban, les revenus dans le secteur bancaire libanais et les femmes-cadres au Liban. A participé à divers ateliers consacrés à des questions relatives aux femmes et du fait de l'expérience qu'elle a acquise dans des conférences internationales comme la Réunion préparatoire régionale arabe de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, a été membre de la délégation libanaise à la Conférence. Est membre de l'Association des chercheuses libanaises, du conseil de rédaction d'Al-Raida, de la Commission des ONG libanaises à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la Commission nationale de la condition de la femme.

Prabha Basnet (Népal). Secrétaire au Ministère de la condition des femmes et de la protection sociale. A exercé d'autres fonctions importantes dans des conseils et des ministères traitant de questions relatives aux femmes, au développement, à l'enfance, à la planification, au travail, à l'éducation et à la protection sociale. A aussi occupé des postes importants dans des établissements d'enseignement supérieur. Membre du Conseil d'administration du Centre informatique national, de la Fondation américaine pour l'enseignement au Népal, de l'ONG Magushi-Women Development. A exercé des fonctions de direction dans des institutions traitant de questions relatives aux femmes et dans des centres de formation. A représenté le Gouvernement népalais à la Commission de la condition de la femme et à des conférences et séminaires internationaux et régionaux portant sur la participation des femmes au développement, l'épanouissement des enfants, les femmes rurales et les activités rémunératrices, et à l'organisation de cours de planification familiale dans l'enseignement ménager. Membre d'associations internationales d'étudiants. A obtenu de nombreuses récompenses, décorations et bourses. A publié des rapports sur ses travaux de recherche sur les femmes, le développement, l'administration, les ressources naturelles, l'éducation et l'agriculture.

Tahera Aftab (née Azmat) (Pakistan). Professeur au Département d'histoire générale de l'Université de Karachi et Directrice du Centre d'études féminines avancées. Rédactrice du Pakistan Journal of Women's Studies et Directrice du foyer de jeunes filles Aiwan-i-Liaquat à l'Université de Karachi. A introduit et mis au point à l'Université de Karachi des cours d'études supérieures portant sur l'économie, l'art islamique, l'histoire de l'Inde, le tourisme, la culture et les femmes, sur les rapports sociaux entre les deux sexes. A supervisé des travaux de recherche sur les femmes, l'éducation et la politique. A publié des ouvrages et de nombreux articles sur des questions concernant les femmes, comme l'alphabétisation, le développement et les pionnières hindoues et musulmanes, ainsi que sur la religion musulmane, l'urdu, l'éducation et l'architecture. A effectué des recherches sur l'histoire du Pakistan, l'éducation et les

changements sociaux dans la société musulmane et a publié des travaux sur l'analphabétisme, les centres urbains d'Arabie, l'éducation des femmes dans le nord de l'Inde, le développement de l'enseignement, l'histoire et l'architecture. A fait des conférences sur la situation des femmes dans la société musulmane et la politique et sur l'histoire du mouvement féministe aux niveaux mondial et national. A participé à de nombreux ateliers et conférences nationaux et internationaux concernant les femmes et d'autres questions d'intérêt général. Présidente et fondatrice de l'Association pakistanaise pour les études féminines.

Maria Jonas (Autriche). A reçu le titre de "Féministe de l'année", qui lui a été décerné en 1993 par la Feminist Majority Foundation (États-Unis). A été Secrétaire générale pendant deux périodes consécutives de l'ONG Femmes de l'Internationale socialiste, association regroupant les organisations féminines des partis sociodémocrates, socialistes et travaillistes dans le monde entier. Dans le cadre des fonctions qu'elle a exercées à l'organisation Femmes de l'Internationale socialiste, s'est rendue auprès d'organisations de femmes dans le monde entier pour évaluer leurs projets et a diffusé des informations à ce sujet parmi les organisations membres, les ONG et les particuliers. A collaboré avec des organisations humanitaires et des organismes des Nations Unies. A dirigé la publication de la revue de l'Association Femmes de l'Internationale socialiste, publié de nombreux articles et fait des conférences. A créé et contribué à créer ou à relancer diverses organisations féminines, et encouragé l'introduction de quotas pour les partis membres de l'association Femmes de l'Internationale socialiste. Elle a exercé de nombreuses fonctions, notamment auprès du département International du parti social-démocrate autrichien, à l'association Femmes de l'Internationale socialiste et dans le secteur privé. A participé à titre professionnel et privé à des activités politiques et concrètes concernant les femmes, les travailleurs étrangers et les réfugiés politiques.
